

L'UTMBS à l'épreuve des célébrations du *Maouloud* Bureaucratisation et trajectoire d'une entreprise religieuse au nord de la Côte d'Ivoire

Issouf Binaté

Émulations - Revue de sciences sociales, 2021, n° 37, « Associations et bureaucratization : perspectives africaines ».

Article disponible à l'adresse suivante

<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/binaté>

Pour citer cet article

Issouf Binaté, « L'UTMBS à l'épreuve des célébrations du *Maouloud*. Bureaucratization et trajectoire d'une entreprise religieuse au nord de la Côte d'Ivoire », *Émulations*, n° 37, Mise en ligne le 19 mars 2021.
DOI : 10.14428/emulations.037.04

Distribution électronique : Université catholique de Louvain (Belgique) : ojs.uclouvain.be

© Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence *Creative Commons Attribution, Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International*. <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

Éditeur : Émulations – Revue de sciences sociales / Presses universitaires de Louvain
<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations>

ISSN électronique : 1784-5734

L'UTMBS à l'épreuve des célébrations du *Maouloud*

Bureaucratisation et trajectoire d'une entreprise religieuse au nord de la Côte d'Ivoire

Issouf Binaté¹

[Résumé] Basé sur un travail de terrain commencé en 2008, ce texte aborde la stratégie managériale adoptée par des jeunes, réunis au sein d'une structure bureaucratique – l'Union des talibés de Matié Boiké Samassi (UTMBS) –, pour encadrer et accompagner une entreprise religieuse initiée par des aînés sociaux au nord de la Côte d'Ivoire. Ce projet, parti du village de Kélindjan, est une rencontre annuelle organisée par un cheikh qadiri – Matié Boiké Samassi – et ses talibés pour accomplir des actes de dévotions au prophète Muhammad à l'occasion du *Maouloud*. Timides au départ, ces célébrations, avec la réputation de son initiateur pour les bienfaits de sa *baraka*, ont commencé à avoir de la visibilité sociale suite à l'implication des jeunes. Dans un contexte de retour à la normalité, à la fin de la décennie de crise militaro-politique qu'a connue le pays, ces moments de retrouvailles ont revêtu de nouvelles formes et propulsé le *Maouloud* (y compris ses rituels) au-delà de cette région.

Mots clés : Côte d'Ivoire, Islam, *Maouloud*, bureaucratization, association.

UTMBS into the trail of Maouloud celebrations : Bureaucratization and trajectory of a religious enterprise in the North of Côte d'Ivoire

[Abstract] Based on fieldwork beginning in 2008, this text addresses the managerial strategy adopted by young people, organizing themselves within a bureaucratic structure – The Union des talibés de Matié Boiké Samassi (UTMBS) –, to supervise and support a religious enterprise initiated by social seniors in the North of Côte d'Ivoire. This project, started in the village of Kélindjan, is an annual meeting organized by a Qadiri Sheikh – Matié Boiké Samassi – and his talibés to carry out acts of devotion to the Prophet Muhammad on the occasion of *Maouloud*. Halting at first, these celebrations, given the reputation of its organizer for the benefits of his *baraka*, began to gain social visibility thanks to the involvement of young people. In a context of return to normality, at the end of the decade of military-political crisis that the country experienced, these religious occasions took on new forms and propelled the *Maouloud* (including its rituals) beyond this region.

Keywords: Côte d'Ivoire, Islam, *Maouloud*, bureaucratization, association.

Introduction

En novembre 2018, à Anyama, une banlieue d'Abidjan, l'Union des talibés de Matié Boiké Samassi (UTMBS) se réunit pour les préparatifs de la célébration du *Maouloud*

¹ Enseignant chercheur au département d'histoire à l'Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire) et Fellow au Pilot African Postgraduate Academy coordonné par Point Sud (Mali) et l'Université de Francfort (Allemagne).

à Kélinidjan, au nord de la Côte d'Ivoire. À l'appel de son secrétaire général et de son chargé de communication, une invitation avait été adressée par SMS et appel téléphonique aux membres du bureau exécutif de cette association engagée depuis peu pour impulser une dynamique à ces moments de retrouvailles des filles et fils de cette région, surtout autour de l'islam. En effet, pour avoir servi de tête de pont de la pénétration de la religion du prophète Muhammad dans ce pays ouest-africain, cette région, avec sa « ville sainte » de Samatiguila, est restée un bastion de l'islam au point d'en faire un marqueur identitaire important.

Bien que cette religion ait eu une présence timide au début du XX^e siècle en Côte d'Ivoire, elle connaîtra un essor au cours des décennies ayant suivi l'accession de ce pays à l'indépendance. D'une estimation d'un seizième des habitants en 1920 (Marty, 1922 : 5), ses adeptes sont passés à 10 % puis 39 % de la population entre 1945 et 1998 (Loucou, 2012 : 214 ; INS, 1998). Selon le dernier recensement réalisé en 2014, cette proportion atteignit 42,9 % contre 33,9 % pour les chrétiens, ce qui fait de l'islam la première religion et une force sociale agissante en Côte d'Ivoire. Imputable à la position du pays de plateforme de rencontre de populations ouest-africaines en migration de travail, ce dynamisme a reposé sur les efforts conjugués de personnes aux profils ayant évolué au cours du temps : marabouts, colporteurs et soldats de l'armée coloniale au départ, élites arabisées et francophones ensuite (Binaté, Ouedraogo, Audet-Gosselin, 2019 ; Miran, 2006 ; Triaud, 1974).

L'entrée de cette catégorie d'acteurs a été marquée par un savoir-faire en matière d'organisation des activités communautaires : la gestion bureaucratique des affaires musulmanes. Ce mécanisme de gestion rationnelle des affaires publiques ou privées (Porous, 2013), inspiré d'une culture de l'administration coloniale (Bayart, 2013), a été expérimenté avec la création de la section ivoirienne de l'Union culturelle musulmane (UCM) en 1954, à partir de laquelle germa l'idée de la construction d'une communauté musulmane nationale. La floraison des associations, qui essaimèrent dans la sphère religieuse par la suite, s'inscrivait dans cette logique, bien que ces associations fussent guidées parfois par des idéologies différentes. Cette orientation du militantisme a contribué au rayonnement de l'islam postcolonial, qui a su faire face aux défis ayant jalonné son parcours. D'abord, dans les années 1970, le besoin de l'affirmation de l'identité musulmane dans ce pays laïc avait révélé au public Tidjani Ba, Boikari Fofana et Mohamed Lamine Kaba, de jeunes diplômés de pays arabo-musulmans, réunis au sein de diverses associations – notamment l'UCM et l'Association des musulmans orthodoxes de Côte d'Ivoire (AMOCI) – et parrains de l'Association des élèves et étudiants musulmans de Côte d'Ivoire (AEEMCI). Puis, au cours de la décennie 1990, quand survint la crise de l'*ivoirité* où la citoyenneté des nordistes était objet de controverses (Akindès, 2004 ; Dozon, 2000), la cause musulmane fut défendue par le Conseil national islamique (CNI) qui deviendra un acteur religieux important au début du second millénaire (Miran, 2006 ; Savadogo, 2005). Pendant cette nouvelle ère où la résurgence de certaines pratiques religieuses – dont le *Maouloud* – avait réussi à polariser les atten-

tions dans l'espace public, un recours a encore été fait à cette ingénierie de la bureaucratisation en matière d'organisation et de mobilisation des musulmans.

Inscrit au nombre des festivités du patrimoine culturel du pays à partir de 1991², le *Maouloud* (expression dérivée de « *Mawlid an nabi* » en arabe) désigne la commémoration de la naissance du prophète Muhammad. Il est célébré le douzième jour de *Rabbi'ul-Awwal*, troisième mois du calendrier lunaire. Ses célébrations avec faste ces dernières années en Côte d'Ivoire suivent un rythme de pratiques devenues populaires dans les pays en majorité musulmane – de rite malékite – en Afrique de l'Ouest (Binaté, 2017 ; Holder, 2009 ; Soares, 2010). Kéлиндjan, un village de la sous-préfecture de Samatiguila et frontalier du Mali, s'est distingué comme un sanctuaire qui abrite annuellement ce type de rencontres pieuses. Mené par le cheikh qadiri Matié Boiké Samassi, ce projet, débuté en 1996 sous un mode d'organisation propre inspiré de la structuration sociale de cette bourgade, s'est étendu au fil du temps aux quatre coins du pays. Cette extension a conduit à la création d'une structure bureaucratique, l'UTMBS, en 2013, et a donné une impulsion aux célébrations du *Maouloud*.

Cette mutation dans l'organisation d'une entreprise religieuse n'est pas nouvelle en soi. Dans ses travaux sur l'Iran, Fariba Adelkhah (2012 : 321) fait remarquer que « la massification du pèlerinage s'accompagne inévitablement de sa bureaucratisation (...) ». Cependant, à la différence de ce pays du Moyen-Orient où l'initiative est aux mains d'autorités publiques et de professionnels du fait religieux, la réforme des célébrations du *Maouloud* à Kéлиндjan est menée par des jeunes, diplômés d'écoles islamiques, en majorité exerçant dans les secteurs informels et en quête de visibilité dans l'espace religieux (Binaté, Ouedraogo, Audet-Gosselin, 2019). Cette catégorie d'acteurs – qu'Abdoulaye Galilou (2003), dans le contexte béninois, a qualifiée « d'élite déclassée » – est désignée par Frédérick Madore (2018) sous le terme de « cadets sociaux », par opposition aux figures religieuses faisant office de représentants de la *ummah* ivoirienne ou « aînés sociaux ». Cet article, consacré en partie à ces jeunes réunis au sein de l'Union des talibés de Matié Boiké Samassi, est basé essentiellement sur l'analyse des données empiriques collectées à Odienné et ses alentours (Kéлиндjan, Dabadougou et Samatiguila) entre 2013 et 2018 dans le cadre de nos études postdoctorales sur le renouveau de l'islam soufi. Cette collecte d'informations s'est effectuée autour de nombreuses personnes – des imams, des enseignants coraniques, des cadres et des jeunes de la région – rencontrées au cours d'entretiens. Dans cette étude portant sur le mode d'organisation bureaucratique du *Maouloud*, il sera question de décrire le passage de ces célébrations religieuses d'un mécanisme de gestion rationnelle des affaires propre au village à la mise en place de l'UTMBS. Aussi l'attention portera-t-elle sur la manière dont des cadets sociaux essaient d'user de ce cadre conventionnel créé en matière d'organisation d'activités publiques pour se faire une place au sein du milieu associatif et inscrire de nouvelles pratiques religieuses dans l'agenda des musulmans en Côte d'Ivoire.

² Depuis 1991, la journée dédiée à cette festivité est chômée et payée.

1. Les célébrations du Maouloud à Kéлиндjan : une gestion patrimoniale axée sur une organisation sociale au départ du projet

Les célébrations du *Maouloud* à Kéлиндjan sont devenues la vitrine des commémorations de la naissance du prophète Muhammad en Côte d'Ivoire. En peu de temps, elles ont gagné en visibilité du fait de la forte médiatisation et du marketing religieux autour de ce projet. Pourtant, ces festivités – dont la légitimité fait encore débat entre différents courants islamiques – ont longtemps reposé sur un mode d'organisation propre au village élaboré à partir des traditions et de son récit fondateur, avant de passer sous la conduite d'une structure bureaucratique. Ce mode d'organisation patrimoniale s'inspire de l'idée du modèle d'organisation bureaucratique défini par Max Weber (2003), construit autour des principes de hiérarchisation de l'autorité et de la division sociale du travail. À la différence du principe de structuration des institutions nationales, ce mode de gestion bureaucratique des affaires publiques suit des normes régissant cette société. Il a ses instances – le *dougoutiguiya*, le clan des *sigui*, des religieux, etc. desquels découle l'autorité – au nombre évolutif selon les localités, avec son mode de désignation des membres basé sur le lien à la famille régnante, la notabilité, le niveau d'instruction religieuse et l'âge.

Cette structuration sociale de Kéлиндjan s'est étendue à son entreprise religieuse, le *Maouloud*. Ce rendez-vous annuel, en effet, fait désormais partie des pratiques courantes de l'agenda des activités sociales des habitants de cette bourgade et des originaires de cette partie du septentrion ivoirien. Si cette entreprise date de 1996, le village abritant ce projet est sorti de terre au cours de la décennie 1930. Ce site a d'abord fait l'objet d'une occupation saisonnière, avant de voir la famille de Matié Boiké Samassi et d'autres personnes y déménager à la fin des années 1980. L'installation des Samassi, au titre de chef de village, en a fait un patrimoine foncier du cercle administratif du département de Samatiguila, d'où est originaire cette famille. Ce village, en pays de tradition musulmane, tient son nom de sa position géographique. Il est ceint de cours d'eau, notamment le fleuve Baoulé et des rivières ; cela en fait un *Kélin* (litt. « Une bande de terre entre des cours d'eau » en langue malinké). Mais compte tenu de sa taille qui le distinguait des autres espaces lacustres, il lui a été adjoint le suffixe *djan* (litt. « Long » en langue malinké). La particularité de cet environnement en zone savanicole à la pluviométrie peu abondante – comparée au sud forestier du pays³ – a fait de Kéлиндjan une terre convoitée pour les activités agricoles, surtout en saison des pluies.

Lorsque Matié Boiké Samassi s'y établit définitivement à la fin des années 1980, il décida d'en faire une terre dédiée à l'islam avec des règles pour son organisation : absence d'animaux domestiques, interdiction de l'alcool, de la cigarette et de divertissement musical, etc. Selon le récit fondateur, cet établissement à demeure répondait à une promesse à son défunt père, Ladji Tchokoro, connu pour les bienfaits de sa *baraka*

³ La pluviométrie annuelle d'Abidjan (sud) et d'Odienné (nord-ouest) était respectivement de 1800 mm et 1400 mm entre 1961 à 2001.

– ressources religieuses pour la réalisation de soi (Bava, 2002) – et sa filiation avec la lignée de Salim Souaré – ou Salim Swari – dont les actions de prédication en zone soudanaise ont été déterminantes pour la diffusion de l'islam dans cette partie de l'Afrique au XV^e siècle (Wilks, 1968). Ce lien avec cette figure religieuse avait fait des Samassi des dépositaires du savoir islamique aux côtés des familles Diaby à Samatiguila et au-delà. Ainsi, sur le nouveau site de Kélindjan, Matié Boiké, héritier de cette tradition et qualifié de *Wali* (litt. « Saint » en arabe), pouvait bénéficier du statut de religieux en plus de celui de chef du village ou *Dougoutigui*. En effet, ce titre est une expression à double sens qui désigne à la fois celui qui exerce la fonction de chef du village et le clan (ou « *kabla* » en langue malinké) des autochtones, composé de la famille de Matié Boiké et ses protégés (y compris les talibés). Il constitue, avec celui des *Sigui* (clan des allochtones), les deux entités de l'organisation sociale à Kélindjan. Cette structuration du village, ajoutée à la présence d'une école coranique, d'un espace d'isolement rituel et d'une autorité religieuse pourvoyeuse de *baraka*, fit affluer vers Kélindjan de nombreux élèves coraniques et personnes. Elle sera déterminante dans l'organisation des célébrations du *Maouloud* qui feront surtout sa réputation (Binaté, 2015 ; 2016 ; 2017).

Les commémorations de la naissance du prophète Muhammad ont débuté à Kélindjan en 1996. Elles s'inscrivaient dans une tradition religieuse largement répandue dans cette partie du pays et avaient fini par être classées au calendrier des jours fériés. À l'initiative de Matié Boiké Samassi, ce projet a reposé sur les efforts conjugués des habitants du village répartis entre les clans *Dougoutigui* et *Sigui*. Cette activité ne bénéficiait pas d'une dénomination particulière comme les institutions associatives villageoises des *Sènè-ton* (litt. « association des cultivateurs » en langue malinké) ou *Dozo-ton* (litt. « association de chasseurs » en langue malinké) ; elle suivait seulement un mode de division sociale du travail selon que l'on soit du clan des *Dougoutigui* ou de celui des *Sigui*. Le clan des *Dougoutigui* est composé du chef du village, également guide spirituel de la communauté, et des membres de sa famille (élargie à ses protégés) ou *Dénaka* (litt. « Le clan de ses enfants » en malinké). Au sein des *Dénaka*, on trouve le fils aîné du chef du village qui assure l'imamat de la mosquée et supervise les activités religieuses, et un porte-parole (généralement un membre de la famille Camara⁴) chargé à l'occasion de la mobilisation des talibés et des pèlerins. Dans cette organisation, les premiers sont à l'initiative de la prise de décisions sur la vie du village et l'organisation du *Maouloud* – dont ils fixent la période du déroulement suivant le calendrier lunaire –, et les seconds (*Sigui*) aident à l'exécution des dispositions arrêtées. Cette entreprise religieuse, reposant entièrement sur le village au départ, était précédée d'une série de réunions (ou « *Gnongon-yé* » en langue malinké) présidées par le *Dougoutigui*. L'une des recommandations de ces rencontres était le travail en équipe pour constituer des réserves annuelles de la récolte du riz et du maïs destinées à la subsistance des participants au *Maouloud*. Aussi, dans ce même état d'esprit, l'équipe participait-elle à la

⁴ À Kélindjan comme à Samatiguila et Odienné, la famille Camara assure la fonction de porte-parole de la communauté.

construction et à la réparation des cases pour les besoins de l'hébergement. Ce travail à la chaîne mobilisait à la fois les chefs de ménage pour les travaux champêtres, les femmes et les enfants pour le jardinage, la restauration et la réparation des cases.



FIGURE 1 : SÉANCE DE RÉPARATION D'UNE CASE AVEC DE L'ARGILE EN PRÉLUDE AU *MAOULOU*D DE 2014.
SOURCE : CLICHÉ DE L'AUTEUR.

Organisé officiellement la nuit du onze du mois de *Rabbi al-Awwal*, le *Maouloud* allait connaître une mutation de ses rites à Kéлиндjan : prières (lecture et *dhikr*) sur le Prophète durant les dix premiers jours de *Rabbi al-Awwal*, suivies des séances des bénédictions de clôture et des offrandes. Cette particularité a inclus la lecture du *Dala'il al-Khayrat* (litt. « Les guides des bonnes actions » en arabe), un recueil de prières sur le Prophète – écrit par le célèbre soufi marocain Muhammad Ibn Sulayman al-Jazuli (décédé en 1465) –, au détriment des *Takhmis al-wasa'il al-mutaqabbila fi madh al-nabi* et *Takmis al-witriyya* (Triaud, 2013) habituellement utilisés à ces occasions. La première édition de ces commémorations ne réunit que les membres des deux clans constitutifs du village (*Dougoutigui* et *Sigui*). Matié Boiké Samassi, le chef d'orchestre, était à l'accueil et à la réception des participants pour les civilités et les mots de bienvenue. Il lui revenait également le rôle – plus tard délégué à son invité de marque Salim Haidara⁵ – de faire la prière d'ouverture des séances de lecture et de *dhikr* qu'il concluait au terme du séjour par des bénédictions. À la deuxième édition en 1997, Issa Diaby, un des participants au *Maouloud* d'ouverture, réussit à mobiliser une dizaine de talibés à Abidjan, avec qui il fit le déplacement. Cette contribution ouvrit ainsi l'ère des pèlerinages à Kéлиндjan aux

⁵ Salim Haidara est un cheikh soufi, natif de Gaberi Manko en 1950 dans la région de Mopti (Mali). Il est un ami de Matié Boiké qu'il a rencontré au cours d'une visite à Samatiguila en 1980.

autres talibés de Bouaké, Boundiali, Daloa, Gagnoa, Vavoua, Yamoussoukro, etc., et des pays limitrophes.

Par des mécanismes informels d'organisation de convois via des réseaux de transporteurs originaires d'Odienné, Issa Diaby avait réussi au fil du temps à mobiliser ses pairs talibés des quatre coins du pays, sans toutefois modifier le mode d'organisation de ces festivités. Mais au tournant de la décennie 2010, marquée par la fin de la crise militaro-politique qui avait freiné les projets de développement des zones CNO (Centre – Nord – Ouest) sous le contrôle des Forces nouvelles – appellation du mouvement des insurgés –, ces rencontres annuelles ont commencé à susciter de l'intérêt aussi bien pour les populations que les cadres et les politiques originaires de cette région. Mouvement piétiste à l'origine, le *Maouloud* a fait sa mue en établissant un pont entre les sphères religieuse et séculière par la bureaucratisation de ses célébrations, baptisées désormais *Méga Maouloud*.

2. Le Méga Maouloud : un renouveau du mode d'organisation à l'initiative de l'UTMBS

Les commémorations de la naissance du Prophète, à partir du moment où elles ont commencé à enregistrer la participation de personnes en dehors de Kékindjan, demandaient des moyens logistiques importants. Elles devenaient ainsi « un voyage bureaucratique » – pour reprendre l'expression de Fariba Adelhah (2012) – avec ses exigences d'inscription sur la liste des participants, de mobilisation des services d'accueil en charge de l'hébergement, la restauration, etc. En effet, chacune des délégations participantes disposait de mécanismes propres d'organisation des convois des talibés. En général, les chefs de délégations prenaient attaches avec les transporteurs de leurs localités pour une mise à disposition de véhicules pour le voyage en contrepartie de sommes forfaitaires mobilisées par la contribution financière des participants. Les compagnies de transports UTD (Union des transports de Divo), TSF (Transport Sylla et Frères) et Fandasso⁶ ont été les premiers partenaires de ce projet. Avec le nombre croissant des participants (y compris des cadres, des politiques et leurs invités) et les défis sécuritaires de cette région frontalière du Mali, engluée dans un conflit opposant ce pays à des mouvements islamistes, le besoin de mieux organiser ce programme s'imposa à Issa Diaby et aux talibés. Avec les expériences de travail associatif acquises par ces derniers au sein d'organisations anonymes et de jeunesse musulmane⁷ dans leurs localités respectives, la fusion de ces plateformes de rencontre jeta les bases de l'Union des talibés de Matié Boiké Samassi (UTMBS).

Cette association a vu le jour au cours d'une assemblée générale organisée à Anyama, une banlieue d'Abidjan, en novembre 2013. Elle a enregistré la participation des tali-

⁶ Entretien avec Issa Diaby, Soualio Diaby et Adam Samassi, le 9 janvier 2014 à Kékindjan.

⁷ Les talibés d'Abidjan et d'Anyama étaient organisés autour de Issa Diaby pour leurs réunions et séances de prières collectives. Ceux de Boundiali, Gagnoa et Bouaké étaient également aux ordres de leurs leaders respectifs dans des organisations anonymes. Seuls les talibés de Daloa militaient au sein d'une structure associative dénommée *Ibad Rahmane*.

bés des différentes localités du pays et la présence de Matié Boiké Samassi. Ce dernier assure le rôle de cheikh ou de guide spirituel du mouvement, désormais organisé autour de deux organes. Le premier, le bureau des cheikhs et des imams, est l'organe suprême. Il est à l'initiative des décisions et des projets. Il est composé des responsables des talibés des différentes localités ou des sections. Issa Diaby, pour son statut d'aîné des talibés, en assure la présidence. Le second, le bureau national exécutif, est chargé de mettre à exécution les décisions du bureau des cheikhs et des imams. Cet organe technique est piloté par une équipe de cadets sociaux, diplômés d'instituts islamiques et membres d'associations de jeunesse musulmane. Il a laissé peu de place aux femmes, limitées au service de la restauration, une fonction rappelant leur rôle traditionnel de ménagère⁸. Sanoussi Mohamed Samassi⁹, qui assure la fonction de coordinateur national, est diplômé de la faculté d'études islamiques à l'Université internationale d'Afrique de Khartoum (Soudan). Il est assisté dans cette tâche par un secrétaire général, Issa Samassi¹⁰, ancien élève à la médersa *Sakafat ul-islamiyya* de Bouaké. Sous ces profils et aidés par des lettrés francophones, ces jeunes se sont dotés de textes réglementaires suivant l'ordonnance autorisant la création de groupements associatifs du 21 septembre 1960. Cette organisation des talibés au sein d'une structure bureaucratique (UTMBS), qui vient grossir le nombre d'organisations musulmanes du pays sous tutelle du ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation¹¹, est mise au service des célébrations du *Maouloud*.

Lors de cet événement, survenu en prélude à la dix-huitième édition de ces festivités, il a été décidé de la mise en place d'un comité d'organisation composé de dix commissions¹² dédiées au *Maouloud*. Sous la supervision d'un président du comité d'organisation (PCO) au mandat d'un an renouvelable, ce comité travaille à la mobilisation des talibés et à leur convoyage à Kéлиндjan. Cette mission consiste en des séances de communication sur ce projet religieux en amont, via les réseaux sociaux – dont Facebook où l'UTMBS dispose d'un compte –, et des notes d'information diffusées sur la chaîne de télévision nationale (RTI1) et la radio islamique Al Bayane. Ce travail de publicisation, dans un contexte de divergence idéologique autour du *Maouloud*, a donné de la visibilité à cette entreprise religieuse qui finit par élargir le cercle de ses participants à d'autres profils socioprofessionnels, notamment les hauts fonctionnaires, les hommes d'affaires et les personnalités politiques originaires de cette région. L'implication de

⁸ Cette structuration des rôles suit une logique patriarcale découlant d'une perception sociale de la femme et de la hiérarchisation de l'ordre de la transmission des savoirs, surtout spirituels, qui a toujours privilégié les hommes dans les sociétés musulmanes en Afrique de l'Ouest (Traoré, 2019).

⁹ Entretien avec Sanoussi Mohamed Samassi, le 25 février 2014 à Anyama.

¹⁰ Entretien avec Issa Samassi, le 9 janvier 2014 à Kéлиндjan.

¹¹ En l'absence d'un ministère des Cultes, les mouvements religieux travaillent sous la tutelle du ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, une pratique héritée de l'administration coloniale.

¹² Ces commissions sont chargées de la mobilisation, du transport et de l'hébergement des talibés à Kéлиндjan. Elles comptent également des services de sécurité – qui viennent en appui aux détachements de gendarmes et de militaires – et de la restauration assurée par une équipe d'une centaine de femmes, dont certaines arrivées spécialement d'Abidjan et d'autres villes du pays.

ces derniers est partie d'une rencontre en 2012 entre Gaoussou Touré, alors ministre des Transports, et des membres de l'organisation du *Maouloud*. Selon un témoin de ces échanges : « Nous sommes allés chez lui à son invitation pour la lecture du *Dala'il al-Khayrat*. À cette occasion, je lui ai remis un CD vidéo du *Maouloud* de 2011. Ce jour-là, il demanda à son épouse de servir lui et moi dans le salon privé. Nous étions à deux à table lorsqu'il me demanda si nous ne pouvions pas faire de notre *Maouloud* un événement national¹³. »



FIGURE 2 : AFFICHE DE L'UTMBS À L'OCCASION DU MAOULOUD DE 2014 À KÉLINDJAN.

SOURCE : CLICHÉ DE L'AUTEUR.

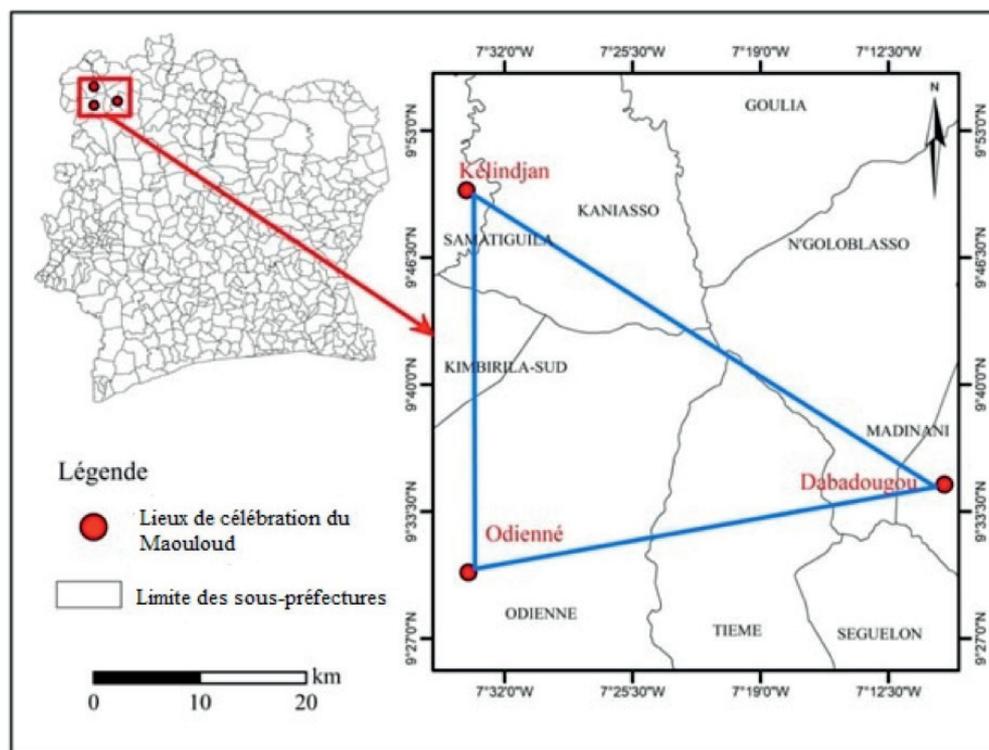
Dès 2012, Gaoussou Touré réunit ses pairs cadres à l'hôtel du district de la commune du Plateau à Abidjan pour lancer la mobilisation des *Odienneka* – originaires d'Odienné – autour du *Maouloud*. Cet appel n'a pas mis longtemps à faire réagir les personnes ciblées, dont l'implication réussit à impulser une dynamique à la marche de l'UTMBS. Ce glissement de la sphère religieuse au terrain politique a redéfini la mission de l'organisation des talibés, limitée désormais à la conception et à la réalisation des célébrations avec l'aide des hauts fonctionnaires et des hommes d'affaires, les pourvoyeurs de fonds, et de moyens logistiques. En retour de cet investissement financier et matériel de ces cadres, l'association a révisé le protocole des interventions officielles en offrant des plages à ces derniers pour leurs adresses à la population. Suivant ce schéma, depuis 2014, la mairie de Samatiguila assure la prise en charge des frais de transport des convois des talibés et offre des services d'entretien (nettoyage) au village. Le docteur Moustapha Diaby, médecin et originaire de la région, également visé par cette invitation, apporte sa contribution en assurant la couverture médicale des participants

¹³ Entretien avec Sanoussi Mohamed Samassi, le 25 février 2014 à Anyama.

à travers son ONG ISLAS (Islam et Action sanitaire)¹⁴. À l'initiative du ministre des Transports de l'époque, Gaoussou Touré, deux hangars – de capacité d'accueil de plusieurs centaines de personnes – ont été construits en 2015 en lieu et place de l'ombre des vergers de manguiers et des bâches qui abritaient les cérémonies.

À Kéлиндjan, où une économie du *Maouloud* est en construction depuis des années de commémorations de la naissance du Prophète, avec la présence de petits commerces exposant des objets islamiques (chapelets, tapis de prière, encens, boubous, voiles, etc.), l'UTMBS essaie de prendre en main ces activités lucratives. À défaut de s'assurer un contrôle de l'ensemble de ce secteur dans le but de disposer de fonds propres, elle a pris des dispositions pour le régler. À cet effet, elle a élaboré et mis en vente des permis d'autorisation de couverture des événements aux caméramans et photographes indépendants. Cela lui a donné le monopole de la vente des films, des gadgets, des calendriers et autres articles à l'effigie du cheikh Matié Boiké Samassi. Pour des questions de sécurité, elle a mis à la disposition des participants inscrits des badges comportant les mentions sur leur identité (photo, nom et prénom, section). Ce travail préalable a rendu aisée la tâche aux forces de sécurité déployées par l'escadron mobile de la gendarmerie d'Odienné pour le contrôle des accès à ce village, frontalier d'un Mali en proie ces dernières années à un conflit politique et religieux. Il a permis à la commission de l'hébergement de répertorier les dortoirs des talibés en leur affectant des indices selon leurs zones de provenance. Quant au secrétariat général, il s'est retrouvé également soulagé par cette organisation bureaucratique dans sa mission de comptage des lectures du *Dala'il al-Khayrat* et des *dhikr* pendant les dix jours de prières consacrées de *Rabbi al-Awwal*, troisième mois du calendrier lunaire.

¹⁴ L'ONG ISLAS est née en 2004. Elle travaille à l'amélioration des conditions de vie des musulmans, surtout pendant le ramadan où elle organise des prestations gratuites de consultation générale, contrôle de la glycémie, vaccinations, etc.



Source : Open Street Map 2019 / Google Earth Réalisation : BINATE Issouf Dessin : N'GUESSAN Joel

FIGURE 3 : CARTE DES LOCALITÉS DE CÉLÉBRATION DU *MAOULOUD* DANS LA RÉGION DU KABADOUGOU.

Cette reconfiguration des rôles et du mode d'organisation a donné une nouvelle dimension à ces commémorations, rebaptisées *Méga Maouloud*, et induit des changements avec l'extension des festivités sur trois sites (Kéлиндjan, Dabadougou¹⁵ et Odienné). Dans la pratique, cela revient désormais à trois jours de cérémonies de bénédictions : le 11 *Rabbi al-Awwal* à Kéлиндjan, le 12 *Rabbi al-Awwal* à Dabadougou et le 13 *Rabbi al-Awwal* à Odienné pour l'apothéose. Cet éclatement de l'espace a non seulement permis à Odienné, le chef-lieu administratif de la région, de prendre part à ces festivités, mais il a aussi eu le mérite de faire de ce cadre de rencontres un espace public religieux (Holder, 2009) qui présente des enjeux importants. Ainsi, en amenant le *Maouloud* à Odienné – où l'autorité de la chefferie traditionnelle détenue par la famille des Touré s'exerce –, les cadres et les politiques ont trouvé l'opportunité d'échanger avec les participants et la population sur les problèmes séculiers relatifs au développement de la région. Dans un contexte d'absence d'infrastructures socioéducatives, de crise d'emploi des jeunes et de fracture sociale dans la région en raison d'une décennie de crise militaro-politique (2002-2011) (Miran-Guyon, 2015), ces retrouvailles annuelles sont devenues des occasions pour l'ancien ministre des Transports, Gaoussou Touré, d'appeler à la cohésion les *odienneka* et de partager avec le public les projets de développement

¹⁵ Dabadougou est un village du canton Nonhoulo où réside Ousmane Doumbia, un disciple de Matié Boiké, à l'initiative des célébrations du *Maouloud* dans cette localité depuis 2006 (Binaté, 2016).

(connexion de villages au réseau électrique, construction et reprofilage de routes, etc.) initiés par le gouvernement d’Alassane Ouattara, le président de la République qu’il ne manque pas de citer nommément en mentionnant son lien avec Odienné d’où sa mère est originaire. Pour marquer cet attachement du président à Odienné, Gaoussou Touré fit le déplacement à Odienné avec la sœur cadette d’Alassane Ouattara parmi ses invités à l’occasion des *Maouloud* de 2013 et 2015. Même si ces liens de parenté faisaient déjà de la région un des fiefs du président de la République, il n’en demeure pas moins que la bureaucratisation de ces rencontres annuelles a été un apport notable dans la mobilisation des populations lors de sa réélection en 2015. Ces occasions, devenues des moments d’animation et d’entretien de la flamme du militantisme politique, inspirèrent d’autres élus locaux et des candidats aux législatives de 2016. Ainsi, Adama Koné, ministre auprès du président de la République, chargé des affaires économiques et financières, intéressé par le poste de représentant de la ville de Samatiguila à l’Assemblée nationale, a pris part aux étapes du *Maouloud* à Kékindjan, Dabadougou et Odienné à la tête d’un convoi de plusieurs véhicules de type 4x4 décorés aux couleurs du parti au pouvoir et de sa photo de campagne électorale.

Cette collusion du religieux et du politique dans un milieu longtemps dominé par un islam de rite malékite et soufi, peu ouvert aux sujets d’intérêt public en Côte d’Ivoire contrairement au Mali et au Sénégal, a sorti des cadets sociaux de l’UTMBS des marges de la société pour les hisser au rang des interlocuteurs des hauts fonctionnaires, des hommes d’affaires et des autorités politiques du pays. Ils seront confortés dans cette position lorsqu’en 2018, Lanciné Diaby¹⁶, directeur général du Fonds d’entretien routier (FER) et maire de Samatiguila, a annoncé publiquement assurer désormais le rôle de président du comité d’organisation (PCO) des célébrations du *Maouloud* à Kékindjan. Ceci l’a rapproché des talibés de l’UTMBS¹⁷, dont les activités avaient commencé à s’étendre au-delà de la région d’Odienné.

3. La bureaucratisation, un vecteur de l’émergence de nouvelles pratiques religieuses

Le projet religieux de Kékindjan était déjà connu de certains milieux islamiques au-delà de la région d’Odienné. Avec la bureaucratisation de ses activités introduite par l’UTMBS, il allait s’inscrire dans une ambition d’essaimage de l’espace religieux du pays. En effet, en s’établissant sur l’ancienne propriété d’exploitation agricole familiale, Matié Boiké Samassi souhaitait tenir la promesse faite à son père. Mais très vite, il y apporta une touche personnelle en l’érigeant en un cadre pour des personnes en quête de réconfort spirituel. Ce projet religieux, il l’a bâti autour de cette conviction : « Tout le monde

¹⁶ Allocution de Lanciné Diaby à la cérémonie de clôture des célébrations du *Maouloud* le 19 novembre 2018 à Kékindjan.

¹⁷ Le contact établi entre l’UTMBS et ces cadres d’Odienné a ouvert cette collaboration à des échanges sur des questions d’insertion socioprofessionnelle et d’assistance sociale (pendant le ramadan, l’Aïd, etc.) des membres et des jeunes proches de l’association en dehors du cadre du *Maouloud*.

ne peut pas aller au Hadj pour l'expiation de ses péchés. Mais le fait de se rencontrer pour prier sur le Prophète peut être un facteur d'expiation des péchés. Celui qui honore le Prophète, Dieu va l'honorer. Celui qui élève la religion du Prophète, Dieu l'élèvera¹⁸. »

S'appuyant sur le Coran – « [...] Allah et Ses Anges prient sur le Prophète ; Ô vous qui croyez priez sur lui et adressez-lui vos salutations » (s. 33, v. 56) – qui exhorte les musulmans à faire la prière sur le Prophète, le cheikh Matié Boiké institua la lecture du *Dala'il al-Khayrat*, que l'UTMBS allait se charger de propager dans le reste du pays à travers ses structures décentralisées ou sections. En effet, ce recueil de poèmes de dévotion au prophète Muhammad était connu des manuels des bibliothèques des enseignants coraniques. Sa lecture était recommandée lors des rites funéraires. Pendant la période coloniale, un rapport administratif de 1915 faisait état de l'existence dans le cercle de Touba – au nord-ouest du pays – d'une « secte des Dalaïl », sans pour autant être explicite sur ses acteurs, son mode d'organisation et de fonctionnement. Mais pour Jean-Louis Triaud (2013 : 237), les conclusions de ce rapport reposaient plus sur une peur de l'islam – qu'on voulait tenir éloigné de l'influence religieuse des mouvements confrériques et, par extension, du monde arabo-musulman – que sur une situation observable sur le terrain.

Des décennies après cet épisode, une entreprise religieuse construite autour du *Dala'il al-Khayrat* a réellement pris forme au nord en direction des autres contrées de la Côte d'Ivoire. Sous la conduite du cheikh qadiri Matié Boiké Samassi, elle se présente comme un mouvement piétiste, reposant sur les actes de dévotions au Prophète comme moyen d'expiation des péchés ; ce qui en fait une structure inclusive qui ne privilégie aucune des tendances nées dans l'islam. Toutefois, dans la pratique, elle est opposée aux wahhabites – qui jugent son projet phare (*Maouloud*) comme une innovation néfaste (ou « *bid'a* » en arabe) – et fonctionne comme un ordre soufi. À Kéлиндjan, d'où est parti ce mouvement néo-soufi (Chanfi, 2006), il n'existe pas de cadre, ni de programme dédié pour le rite fait de lecture de ce recueil de poèmes. Chacun des habitants, selon sa disponibilité, organise ses séances de lecture de nuit comme de jour. Parfois, à la demande de visiteurs ou personnes de la diaspora, des moments de lecture sont organisés.

En dehors de ce village, des personnes désireuses avaient obtenu l'autorisation du cheikh pour l'organisation de ces prières dans leurs localités respectives. À la naissance de l'UTMBS, elles prirent le nom de « Représentant du cheikh », avec le statut de membres du « Bureau des cheikhs et des imams » dans l'organigramme de l'association. Au cours de la deuxième assemblée générale de l'organisation tenue à Daloa, au sud-ouest du pays, en 2015, les participants optèrent pour une modification de cette appellation en préférant « Moqadam », plus adapté, à « Représentant du cheikh ». Dans la même lancée, les espaces et les mosquées abritant leurs rencontres ont pris le nom de *Zawiya*. Certes, cette mutation, sur le modèle des *tariqa tidjanis*, répondait à une

¹⁸ Extrait du discours de Matié Boiké Samassi à la cérémonie de clôture du *Maouloud* 2014, le 13 janvier 2014.

volonté de l'UTMBS de se fondre dans une dynamique religieuse qui bénéficiait déjà d'une légitimité sociale. Mais, dans une certaine mesure, il traduisait un débat au sein du mouvement sur la nature – *tarîqa* ou pas – de l'entreprise du cheikh Matié Boiké. En attendant l'épilogue de ce débat sur la trajectoire soufie ou bureaucratique du projet, les adhésions à l'UTMBS ont fini par atteindre plusieurs régions et villes du pays.

Ces adhésions sont organisées par l'UTMBS à travers une cérémonie publique dénommée *Dala'il si'ndi* (litt. « Initiation de la lecture du *Dala'il al-Khayrat* » en malinké) au cours de laquelle le cheikh Matié Boiké ou son fils Vakaramoko Samassi remet un exemplaire du recueil de poèmes à son représentant en guise de reconnaissance officielle. En 2014, l'organisation était représentée dans douze des trente-trois régions du pays. Chacune des sections régionales est dirigée par un Moqadam, membre du « Bureau des cheikhs et des imams », et elles fonctionnent indépendamment les unes des autres. À Gagnoa, ville située au sud du pays, le Moqadam Yacouba Souaré assure la coordination des activités de l'UTMBS :

Nous avons au niveau de la région du Goh environ sept sous-sections dans lesquelles nous effectuons des visites tous les mercredis de 14 h à 15 h. En effet, au cours de ces visites, nous faisons la lecture du *Dala'il al-Khayrat*. En dehors des mercredis, nous organisons des visites tournantes de courtoisie. Après, quand un membre est éprouvé, nous lui rendons visite avec au programme la lecture du *Dala'il al-Khayrat* et des dons pour le soutenir¹⁹.

Dans cette section de la région du Goh, ces journées de prières sont couronnées par une activité annuelle phare de lecture collective du *Dala'il al-Khayrat* organisée le 27 du mois lunaire de *Rajab*, correspondant à l'ascension du prophète Muhammad au ciel. Dans la tradition musulmane, il est recommandé de faire le jeûne ce jour. Ces rencontres publiques constituent actuellement à Gagnoa des moments de rassemblement religieux, avec la participation des autorités administratives locales et des membres des sections UTMBS des autres régions qui, elles aussi, disposent d'agendas similaires. Ainsi, avec ce maillage de l'espace, cette association a réussi à sortir la lecture du *Dala'il al-Khayrat* de son cadre habituel de cérémonies funéraires et du *Maouloud* pour l'inscrire dans les pratiques courantes des musulmans du pays. Aussi, par ce procédé, se présente-t-elle désormais comme une organisation qui compte dans le milieu associatif islamique national, en dépit du débat qui perdure sur la nature du projet du cheikh Matié Boiké, partagée entre nouvel ordre soufi et organisation bureaucratique.

Conclusion

En somme, le paysage religieux musulman, en pleine évolution depuis l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance, continue sa mue. Par son organisation et son fonctionnement calqués sur un mécanisme rationnel de gestion des questions publiques, ce mode de structuration de Kélinjan et son *Maouloud* remet en cause l'idée selon laquelle l'Afrique subsaharienne semblerait rétive à la « bureaucratiation du monde »

¹⁹ Entretien avec Yacouba Souaré, le 16 novembre 2018 à Kélinjan.

(Bayart, 2013 : 291). Bien que cette appréciation sur cette partie de ce continent soit factuelle, elle n'a cependant pas pris en compte certaines dynamiques internes des sociétés africaines – que rappelle Jean-Pierre Olivier de Sardan (2004) – et des mutations en cours depuis la fin des régimes du parti unique, avec la promotion de la liberté d'association et d'expression. La sphère religieuse ivoirienne s'est inspirée de ces changements survenus dans l'arène politique pour tenter de mieux s'organiser. En témoigne l'entreprise des célébrations du *Maouloud*, pratique populaire en Afrique de l'Ouest, passée au nombre des patrimoines culturels des régions au nord du pays. Déjà en 1991, l'effervescence autour de ces moments de dévotion au Prophète avait conduit l'État à déclarer la journée dédiée chômée et payée. Mais dans un contexte de processus de sortie de crise, ces rencontres annuelles allaient se présenter comme des opportunités pour les politiques de cette partie du pays pour initier des programmes de développement.

Ce programme, développé autour de l'initiative des célébrations du cheikh Matié Boiké Samassi, a reposé sur l'action de jeunes, des déclassés sociaux, réunis au sein d'une structure bureaucratique, UTMBS. À partir d'un mécanisme de gestion rationnelle, avec la répartition des tâches entre les différents organes constitutifs de l'association, ces jeunes ont gagné de la visibilité sociale et réussi à donner une envergure nationale aux célébrations du *Maouloud* tout en inscrivant progressivement son rituel – la lecture du *Dala'il al-Khayrat* – dans l'agenda des prières des musulmans du pays. Toutefois, son mode d'organisation, suivant le modèle des *tarîqa tidjanis*, remet à jour un constat de chercheurs africanistes (Chanfi, 2006 ; Soares, 2010 ; Holder, 2012) d'un renouveau de l'islam en Afrique subsaharienne en construction au prisme du soufisme sans lien avec les foyers traditionnels des pays arabo-musulmans.

Bibliographie

- ADELKHAH F. (2012), *Les milles et une frontières de l'Iran. Quand les voyages forment la nation*, Paris, Karthala.
- AKINDÈS F. (2004), *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, CODESRIA.
- BAVA S. (2002), « De la baraka aux affaires : La captation de ressources religieuses comme initiatrices de nouvelles routes migratoires », *Ville-École-Intégration. Enjeux*, n° 31, p. 48-63.
- BAYART J.-F. (2013), « La cité bureaucratique en Afrique subsaharienne », in B. HIBOU, *La bureaucratisation néolibérale*, Paris, La Découverte (« Recherches »), p. 291-313.
- BINATÉ I. (2015), « Célébrations du *Mawlid* en Côte d'Ivoire : nouvelle dynamique religieuse et enjeux de pouvoirs », *Bulletin SSMOCI*, n° 41, p. 5-13.
- BINATÉ I. (2016), « Ousmane Doumbia : un Cheikh en pays Sénoufo en Côte d'Ivoire contemporaine », *Journal des africanistes*, n° 86-2, p. 96-120.

- BINATÉ I. (2017), « Les célébrations du Maouloud au nord de la Côte d'Ivoire : entre espace de réislamisation, socialisation et quête de légitimité politique », *Cahiers d'études africaines*, vol. LVII(I), n° 225, p. 39-58.
- BINATÉ I., OUEDRAOGO Y., AUDET-GOSSELIN L. (2019), « Être arabisant en Afrique francophone : regards croisés sur des élites burkinabè et ivoiriennes formées en pays arabo-musulmans », *Islam et société au sud du Sahara*, Paris, Les Indes savantes, nouvelle série, vol. 5, p. 9-30.
- CHANFI A. (2006), « Introduction : le renouveau de l'islam soufi », *Archives des sciences sociales des religions*, n° 135, p. 9-15.
- DOZON J.-P. (2000), « La Côte d'Ivoire au péril de l'“ivoirité” : genèse d'un coup d'État », *Afrique contemporaine*, vol. 193, n° 1, p. 13-23.
- HOLDER G. (dir.) (2009), *L'islam, nouvel espace public en Afrique*, Paris, Karthala.
- HOLDER G. (2012), « Chérif Ousmane Madani Haidara et l'association islamique Ançar Dine : un réformisme malien populaire en quête d'autonomie », *Cahiers d'études africaines*, t. LII, vol. 2-3, n° 206-207, p. 389-425.
- GALLOU A. (2003), « The graduates of Islamic universities in Benin: A modern elite seeking social, Religious and political recognition », in T. BIRSCHENK, G. STAUTH (dir.), *Yearbook of the sociology of islam, "Islam in Africa"*, vol. 4, LIT Verlag, p. 129-146.
- Institut National de la Statistique (INS), 1998, *Recensement Général de l'Habitat et la Population (RGHP) de la Côte d'Ivoire*.
- LOUCOU J.-N. (2012), *La Côte d'Ivoire coloniale (1893-1960)*, Abidjan, Éditions Fondation F.H.B. – CERAP.
- MADORE F. (2018), *Rivalités et collaborations entre aînés et cadets sociaux dans les milieux associatifs islamiques en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso (1970-2017)*, thèse de doctorat en histoire, Laval (Québec, Canada), Université Laval.
- MARTY P. (1922), *Étude sur l'Islam en Côte d'Ivoire*, Paris, Ernest Leroux.
- MIRAN M. (2006), *Histoire, islam et modernité en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala.
- MIRAN-GUYON M. (2015), *Guerres mystiques en Côte d'Ivoire : religion, patriotisme, violence (2002-2013)*, Paris, Karthala.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P. (2004), « État, bureaucratie et gouvernance en Afrique de l'Ouest francophone : un diagnostic empirique, une perspective historique », *Politique africaine*, n° 96, p. 139-162.
- POROUS V. N. (2013), « La bureaucratie rationnelle et la crise de la culture », *Revue philosophique de la France et de l'étranger*, vol. 138, n° 2, p. 203-214.
- SAVADOGO B. M. (2005), « L'intervention des associations musulmanes dans le champ politique en Côte d'Ivoire depuis 1990 », in M. GOMEZ-PEREZ (dir.), *L'islam politique au sud du Sahara : Identités, discours et enjeux*, Paris, Karthala, p. 583-600.

- SOARES B. (2010), « "Rasta" Sufis and muslim youth culture in Mali », in L. HERRERA, A. BAYAT (dir.), *Being young and muslim: New cultural politics in the Global South and North*, Oxford, Oxford University Press, p. 241-259.
- TRAORÉ F. D. (2019), *Des musulmanes ouest-africaines au Québec. Entre subversion et conformité*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- TRIAUD J.-L. (1974), « *La question musulmane en Côte d'Ivoire (1893-1939)* », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, t. LXI, n° 225, p. 542-571.
- TRIAUD J.-L. (2013), « Deux bibliothèques arabo-islamiques en Côte d'Ivoire au début du XX^e siècle », in C. MÜLLER, M. ROILAND-ROUABAH (dir.), *Les non-dits du nom. Onomastique et documents en terres d'islam*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, p. 161-246.
- WEBER M. (2003), *Économie et société*, tome 1 : *Les catégories de la sociologie*, Paris, Pocket.
- WILKS I. (1968), « The transmission of Islamic Learning in the Western Sudan », in J. GOODY (dir.), *Literacy in Traditional Societies*, Cambridge, Cambridge University Press.